

intérêts et traitements des cadres, le ministre peut-il nous indiquer s'il a l'intention d'appuyer et d'accepter cette proposition dans l'intérêt de la justice?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, les mesures qui ont été prises lors des rencontres précédentes des premiers ministres ainsi qu'aux rencontres au palier fédéral-provincial, des ministres des Finances et des trésoriers, avaient pour objectif d'encourager les provinces à faire tout leur possible pour que les loyers n'augmentent pas trop vite et à prendre les mesures nécessaires à l'égard des associations professionnelles. C'était la voie à suivre de l'avis unanime et de nombreuses provinces, comme je l'ai dit, se sont effectivement engagées dans cette voie.

**M. Saltsman:** Le ministre peut-il assurer à la Chambre que les directives proposées qui ont été définies à l'issue de la conférence fédérale-provinciale ainsi que les indications données par le ministre aujourd'hui ne seront pas mises en vigueur avant qu'un comité de la Chambre des communes n'ait eu la possibilité d'examiner toute l'affaire?

**L'hon. M. Benson:** Non, monsieur l'Orateur.

L'INFLATION—LA LIMITATION À 6 P. 100 DES HAUSSES DE SALAIRES—LES RAPPORTS ENTRE M. YOUNG ET LE GOUVERNEMENT

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Même si, au dire du ministre, la Commission des prix et des revenus est indépendante du gouvernement, n'est-il pas vrai qu'il connaissait pleinement la nature et le détail des propositions de M. Young avant de prononcer son discours et sa déclaration à Winnipeg?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, sauf erreur, M. Young s'est abouché avec tous les gouvernements avant la rencontre de Winnipeg; il s'est entretenu avec leurs représentants, de façon officielle, et leur a fait part de ses suggestions, pour qu'on puisse les étudier à l'avance.

**L'hon. M. Hees:** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire, qui s'adresse au premier ministre. Veut-il sérieusement laisser entendre à la Chambre que le président de la Commission des prix et des revenus ne consulte pas de très près les membres du cabinet avant de mettre de l'avant une proposition ou une politique? Pense-t-il que nous croirons qu'il agit indépendamment et de sa propre initiative?

[M. Saltsman.]

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Il est très difficile pour la présidence d'accepter la question sous cette forme, car elle prête à controverse. Le député pourrait peut-être la poser autrement.

**L'hon. M. Hees:** Vous le savez, monsieur l'Orateur, je n'aime pas engager la controverse. Je vais donc poser ma question directement et sans ambages. Le premier ministre veut-il laisser l'impression à la Chambre que le président de la Commission des prix et des revenus prend des décisions et soumet des propositions aux Canadiens de sa propre initiative et sans procéder d'abord à d'étroites consultations avec les ministres?

**M. Baldwin:** Prend-il ses décisions dans un isolement complet?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, au contraire. Des consultations ont lieu avec le gouvernement. Il y en a eu avec tous les gouvernements avant que le président de la Commission des prix et des revenus fasse ses propositions au secteur privé en février. Il avait consulté les hommes d'affaires aussi bien que les ouvriers. Il a suivi la même méthode avec les gouvernements, y compris le nôtre. Son but est, je crois, de ne pas faire de propositions surprises. Il veut d'abord les mettre à l'épreuve. Il veut s'assurer jusqu'où ils sont disposés à l'appuyer. Dans ce cas, il nous a consultés, mais il l'a fait en vue de connaître nos réactions à telle ou telle chose, puis il a agi de son propre chef.

L'INFLATION—LA LIMITATION À 6 P. 100 DES HAUSSES DE SALAIRES ET LES PENSIONS DE VIEILLESSE

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question complémentaire au ministre des Finances? La proposition visant à imposer un plafond de 6 p. 100 sur toutes les augmentations vaudra-t-elle pour les hausses de pensions aux personnes âgées?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Ma foi, monsieur l'Orateur, on a disposé de la question des pensions de vieillesse dans un débat qui a été tenu assez récemment à la Chambre. Les pensionnés ont la sympathie du gouvernement actuel et aucun gouvernement dans l'histoire du Canada n'a fait autant que nous pour les personnes âgées, surtout depuis quelques années.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Hees:** Ainsi parle Benson-les-30-piastres.